



134^{ème} jour de la guerre d'Israël contre la Bande de Gaza.

Le 29 janvier, la petite Hind Rajad, 6 ans lançait un appel poignant. Coincée avec d'autres passagers dans une voiture, elle était alors la seule survivante des tirs israéliens. Son corps a été retrouvé 12 jours plus tard sans que l'on sache si elle est morte sous les bombes ou de faim et de froid. Son nom est venu s'ajouter à la longue liste des 12 000 enfants de Gaza tués parce que Palestiniens.

C'est le nom d'à peine la moitié de ces enfants, ceux qui ont été identifiés, que nous avons exposés au sol pour les sortir de l'anonymat et leur rendre hommage.

Depuis la semaine dernière, Israël prépare une opération terrestre sur la ville de Rafah en la bombardant quotidiennement. On parle de 100 à 200 morts chaque jour. Rafah c'est une ville où se concentre aujourd'hui plus de la moitié de la population de toute la Bande de Gaza, entassée comme elle le peut dans des tentes, sous des bâches en plastique, ou à même la rue, après y avoir été poussée par les précédentes opérations terrestres contre la ville de Gaza, contre les hôpitaux, contre les camps de réfugiés. Une incertitude qui ajoute de l'horreur à l'horreur. Fuir ? Mais où ? Rester ? C'est être tué ou peut-être pire encore être blessé et finir sa vie dans des souffrances innommables.

Combien faudra-t-il que d'autres enfants souffrent et meurent avant que l'on arrête le bras des tueurs ? Qu'attendent les pays donateurs de leçons en droit de l'homme pour arrêter leur livraison d'armes à Israël ? Qu'attend le Conseil de sécurité de l'ONU pour décider de sanctions contre cet Etat criminel ?

Car c'est ici, chez nous, qu'est entretenue la guerre à coup d'aides militaires et de soutiens politiques et idéologiques aux différentes étapes de l'épuration ethnique qui conduit au génocide entrepris par l'Etat israélien.

Saluons une nouvelle fois la décision de l'Afrique du Sud qui a déposé mardi 13 un nouveau recours auprès de la Cour internationale de justice, la plus haute instance judiciaire de l'ONU, afin qu'elle examine en urgence l'annonce par Israël de sa prochaine offensive militaire sur Rafah et s'oppose si nécessaire à « *une nouvelle violation des droits* ».

Saluons les peuples du monde entier qui s'opposent au laissez-faire pour Israël.

Les Etats du Nord global, eux, restent égaux à eux-mêmes.

Le président Biden trouve que la réponse d'Israël a été « *excessive* ». Si, si, il l'a dit. Mais il demande une rallonge de 14 milliards pour qu'Israël amplifie le massacre.

Joseph Borrell, chef de la diplomatie européenne pique une colère et demande l'arrêt des ventes d'armes à Israël. Mais qu'attend l'Union européenne pour le faire ? Et qu'attend-elle pour dénoncer son accord de coopération avec Israël, accord particulièrement avantageux pour ce dernier qui, comme d'habitude, n'en respecte pas les conditions ?

Mercredi, Emmanuel Macron a dit que « *le bilan humain et la situation humanitaire* » étaient « *intolérables* » et qu'il y avait « *urgence à conclure un accord de cessez-le-feu* ». Il lui aura fallu plus de 4 mois de guerre pour s'en rendre compte, lui qui n'a jusque là cessé d'apporter un soutien sans faille à Israël. Mais à force de traiter d'antisémites toute critique et toute sanction contre Israël, la France se trouve piéger quand son protégé va trop loin. Et les gestes concrets qu'on attend ne viennent pas. Ses paroles ne cherchent qu'à nous faire croire qu'il agit alors qu'il laisse faire le massacre.

Netanyahou a alors beau jeu d'accueillir toutes les exhortations à la retenue de la part des Nations Unies comme de ses plus proches alliés par un doigt d'honneur. Parmi ses dernières trouvailles, ce serait l'existence d'un tunnel du Hamas sous un bâtiment de l'UNRWA, l'Office de secours aux réfugiés palestiniens, dans la ville de Gaza. Une découverte qui bien sûr justifie sa demande de la démission de Philippe Lazzarini, le Commissaire général de l'organisation. C'est toujours la même manœuvre, remettre une pièce dans la machine à dénigrer l'UNRWA avec la volonté de le faire disparaître et de faire disparaître les Palestiniens avec lui. Mais l'allégation de la complicité de l'UNRWA avec le Hamas a fait pschitt.

Avant de mener son offensive sur Rafah, Israël enjoint les réfugiés de se rendre à Al Mawasi. Al-Mawasi c'est 16 km² au bord de la mer. 16 km². 4 km sur 4 km. 16 km² pour accueillir 1 million de personnes. 62 500 personnes au km². En comparaison, Poitiers c'est 90 000 habitants pour 42 km², 2140 habitants au km². Et après avoir déclaré Al-Mawasi « zone de sécurité », comme il avait déclaré avant elle Khan Younes puis Rafah, Israël déclarera que le Hamas s'y cache et bombardera Al-Mawasi. Et de nouveaux enfants comme la petite Hind, à la recherche d'un peu d'humanité, appelleront à l'aide leurs mères, leurs pères, des amis, mais personne ne leur répondra car tous auront été tués. Et un nouveau massacre sera commis qui viendra s'ajouter à la longue liste des massacres commis par Israël au cours de son histoire.

En plus des opérations militaires, Israël entrave l'aide humanitaire en empêchant les missions d'entrer et en ciblant délibérément les hôpitaux et les entrepôts de matériel et de fournitures médicales. Ecoutez le témoignage poignant des professionnels de santé de retour de Gaza. Ecoutez les témoignages des prisonniers palestiniens à qui l'ont fait subir l'humiliation d'être filmés sous la torture, films qui sont ensuite partagés sur les réseaux sociaux.

Et pendant que ce massacre se déploie sous nos yeux, une autre guerre se déroule en Cisjordanie où les raids des colons et des soldats israéliens ont tué plus de 380 Palestiniens, en ont blessé 4 200, tandis que l'armée israélienne en a arrêté 3 000. Et une autre encore au sud du Liban.

Cet Etat israélien que l'Occident admire tant et soutient interdit l'entrée sur son territoire de Francesca Albanese, Rapporteur spécial des Nations unies pour les territoires palestiniens et demande sa démission. Cela devient une obsession. Et pour faire bonne mesure, un projet de loi vise à interdire la présence d'Al-Jazeera sur le sol israélien. Pas de témoins sur le carnage en cours, on massacre à huit-clos !

C'est cette même logique de censure de l'information qui menace aujourd'hui la vie de Julian Assange. Persécuté depuis bientôt 14 ans par les Etats-Unis et leurs alliés pour avoir révélé des crimes de guerre commis en Irak et en Afghanistan, il risque l'extradition vers les Etats-Unis, extradition qui signifierait son arrêt de mort. La Haute-cour britannique doit juger les 20 et 21 février si son ultime appel peut être recevable. Nous vous invitons à vous rassembler mardi 20 février à 18 heures ici-même pour soutenir cet appel. Le droit à la vérité basée sur des faits doit être imposé contre la censure.

Rappelons encore une fois que laisser faire ce qui rend possible ces massacres c'est être soit même un criminel de guerre, à tout le moins en être complice. Les déclarations ne suffisent pas. Il faut des actes et arrêter ce carnage.

L'urgence, c'est de faire échouer le projet sioniste d'une nouvelle Nakba, c'est d'empêcher l'expulsion massive des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, Jérusalem incluse.

Pour cela, l'urgence c'est des sanctions contre Israël qui ne connaît que la manière forte. Si à notre niveau, on ne peut empêcher le transfert de matériel militaire, on peut participer aux campagnes de boycott et aux campagnes demandant l'expulsion d'Israël des Jeux Olympiques, de la FIFA, de l'Eurovision.

Mais dans l'immédiat, il faut imposer un cessez-le-feu sans condition et le retrait de tous les soldats israéliens !

L'urgence c'est de lever le blocus de Gaza et d'accroître l'aide humanitaire !

Notre gouvernement doit cesser d'armer et de soutenir cet Etat génocidaire.

La Palestine doit rester palestinienne !

Vive la résistance palestinienne !

Cessez-le-feu maintenant !

Rassemblons-nous tous les samedis tant que cet horrible massacre ne cessera pas. Pour des raisons pratiques les rassemblements auront lieu à 14h30.

Continuons à nous tenir aux côtés du peuple palestinien et à crier haut et fort notre solidarité.